

Macron-Hulot, champions du lessivage idéologique de l'écologie

La nomination de Nicolas Hulot illustre combien l'élection d'Emmanuel Macron parachève la dépolitisation de la vie collective, dont celles des enjeux écologiques, explique l'auteur de cette tribune. Or, rappelle-t-il, "*le défi écologique est hautement politique et inévitablement clivant*".



Il fallait avoir les œillères idéologiques bien accrochées pour croire qu'Emmanuel Macron est de droite **et** de gauche. Il n'a fallu que quelques heures et la nomination de **son Premier ministre** pour s'apercevoir qu'il était politiquement à droite, c'est-à-dire socialement du côté des puissants et de ceux qui détruisent docilement, mais sûrement la planète. Son programme, ses soutiens, son gouvernement, ses premiers actes, tout indique que la "*révolution*" qu'il prétend incarner sera conservatrice tant elle accentuera la subordination des structures sociales (éducation, santé, immobilier, travail, administrations publiques...) aux logiques néolibérales.

La présente tribune n'insistera donc pas sur la manière, probablement autoritaire, dont il poursuivra l'emprise des logiciens managériaux, gestionnaires et comptables sur un spectre toujours plus large d'activités sociales. Il ne s'agira pas non plus de commenter la façon dont il pousse toujours plus loin les ressorts monarchiques, le culte de la personnalité et les recettes marketing de la vie politique sous la V^e République. Ces deux réalités constituent deux dimensions d'un processus plus large de dépolitisation de la vie collective.

En fait, l'élection de Macron peut se lire comme la consécration voire l'aboutissement de ce processus qui depuis une trentaine d'années malmène la délibération et le pluralisme démocratique.

La question écologique est d'abord une question sociale

En s'affichant comme le candidat de l'extrême centre, un peu d'accord avec un peu tout le monde et se rêvant au-dessus des partis, Macron revêt le masque post-moderne de la fin de l'histoire, des idéologies et des conflits de classe. Selon ce refrain bien connu et lancé par Fukuyama en 1989, les antagonismes sociaux appartiendraient au passé. Il s'agirait désormais de gouverner non plus des sociétés traversées par des clivages, mais des individus libérés des carcans collectifs. Pour Macron, finies les idées, place aux projets ; finie la politique, place aux techniques de (di)gestion. La délibération ne devient tolérable que dans le cadre néolibéral dont les contours ne cessent de se durcir et de se rétrécir. Cet espace se veut ouvert à tous, à condition d'y participer avec joie et dynamisme. Gare à ceux qui se hasarderont à questionner le cadre voire à le contester.

Car, derrière l'œcuménisme, l'universalisme et la bonne humeur affichés, la posture dépolitisante dissimule son orientation sociale et le mépris qu'elle nourrit envers tous ceux qui ne sont pas en

marche vers la consolidation de l'existant. L'apolitisme est politique en ce qu'il cautionne l'ordre institué. Son efficacité tient au fait qu'il se situe, et situe d'emblée ses adversaires, hors du terrain, jugé dépassé, de la politique. Psychologisation, moralisation, marchandisation, technicisation, institutionnalisation ou déconflictualisation, constituent, comme je l'ai montré à partir des enjeux climatiques, divers mécanismes d'une même tendance à la dépolitisation de la vie publique¹. Celle-ci est alimentée sans relâche par les tenants de l'ordre établi qui, pour mieux disqualifier les positionnements hétérodoxes, ont érigé en idéologie dominante le récit sur la fin des idéologies.



"La colonne vertébrale du projet Macron est précisément de continuer le verrouillage de l'ordre social dans les geôles du marché."

Nul besoin, dès lors, de sortir les muscles de l'expertise chiffrée et technique pour comprendre en quoi l'offre politique portée par Macron perpétue l'impasse écologique du capitalisme vert. Sans doute suffit-il en effet de rappeler que la question écologique est d'abord une question sociale dans la mesure où c'est l'organisation (politique) des rapports entre les groupes sociaux qui gouverne nos manières indissociablement individuelles et collectives de considérer les écosystèmes naturels.

D'ailleurs, l'intensification des asymétries sociales se manifeste nettement sur le terrain écologique, où ce sont celles et ceux qui polluent le moins qui subissent le plus les nuisances environnementales, ces dernières accélérant la tendance au cumul des inégalités spatiales, sanitaires, économiques, symboliques. À défaut de considérer la permanence des conflits de classe pour ouvrir des perspectives de transformation sociale, le désastre écologique en cours ne pourra donc pas être stoppé.

Or, la colonne vertébrale du projet Macron est précisément de continuer le verrouillage de l'ordre social dans les geôles du marché. Pour s'en convaincre, on peut lire [la tribune publiée le 14 avril dernier sur le site de l'Obs](#) par six de ses alliés auto-proclamés "écologistes". Conformément aux manières dominantes de penser l'écologie, celle-ci y est dépeinte en termes purement économiques et technologiques. À aucun moment elle ne se présente comme un projet politique supposant de penser les mécanismes sociaux qui organisent la vie de la Cité.

Nicolas Hulot a été un artisan majeur du lessivage idéologique de l'écologie

C'est cette dépolitisation des enjeux écologiques que vient parfaire la nomination de Nicolas Hulot à un ministère de la Transition écologique et solidaire. Par delà quelques coups d'éclat critiques bien opportuns, l'ancien animateur de télévision a en effet été un artisan majeur de leur lessivage idéologique au cours des années 2000. Promoteur médiatique des politiques incitatives célébrant l'*homo ecologicus*, il a déconflictualisé l'écologie pour contribuer activement à en faire une question morale supposée transcender les divisions politiques et fédérer un introuvable "grand public".

Pourtant, le défi écologique est hautement politique et inévitablement clivant. Il impose de renverser la répartition établie des pouvoirs matériels et symboliques pour destituer les structures qui valorisent des modes de vie insoutenables. On ne peut pas prendre l'environnement au sérieux sans redéfinir substantiellement la hiérarchie des critères de la réussite. L'impératif écologique doit donc nourrir les colères contre les impostures souriantes et décomplexées de la dépolitisation.

¹ Jean-Baptiste Comby, [La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public](#), Raisons d'Agir, 2015.

Face à ceux qui veulent siffler la fin définitive de la récréation politique, il est urgent de refuser cette dépossession aux apparences consensuelles et techniques, mais aux conséquences sociales et écologiques dramatiques. Il est urgent de faire converger les luttes, convergence d'autant plus délicate sociologiquement qu'elle suppose de faire marcher ensemble les classes populaires et les catégories sociales intermédiaires. Cela implique une politisation forte du mouvement écologiste qui ne peut plus se satisfaire des conviviales, mais trop étourdissantes incantations citoyennistes, transitionnalistes ou réformistes.

Source : Courriel à *Reporterre*

- Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.

- Titre, chapô et inters sont de la rédaction.

Photos :

. chapô : [Flickr](#) (Pietro Piupparco/CC BY-SA 2.0)

. NPA : [Flickr](#) (Jeanne Menjoulet/CC BY 2.0)